

No. 37100

**France
and
Senegal**

**Convention on co-development between the Government of the French Republic and
the Government of the Republic of Senegal. Paris, 25 May 2000**

Entry into force: 25 May 2000 by signature, in accordance with article 4

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 December 2000*

**France
et
Sénégal**

**Convention de codéveloppement entre le Gouvernement de la République française
et le Gouvernement de la République du Sénégal. Paris, 25 mai 2000**

Entrée en vigueur : 25 mai 2000 par signature, conformément à l'article 4

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION DE CODÉVELOPPEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Préambule

Le Gouvernement de la République française

Le Gouvernement de la République du Sénégal, ci-après « les Parties »,

Rappelant leur déclaration conjointe sur le codéveloppement lié à la maîtrise des flux migratoires du 5 mars 1999, dans laquelle ils ont souligné la volonté des deux pays d'élaborer une politique commune de codéveloppement et annoncé la mise en place d'un comité mixte franco-sénégalais sur le codéveloppement et les migrations ainsi que l'élaboration d'une convention de codéveloppement,

Rappelant les accords de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, signés à Paris le 29 mars 1974, et désireux, dans ce cadre de fixer les orientations du partenariat dans le domaine du codéveloppement lié à la maîtrise des flux migratoires,

Sont convenus des dispositions suivantes.

Article 1er: Objet

Les Parties décident de renforcer leur démarche partenariale en signant une convention de codéveloppement qui définit en commun les politiques spécifiques de développement, liées aux flux migratoires, visant à :

favoriser la mobilisation des migrants installés en France pour le développement de leur pays d'origine,

organiser la mobilité de personnes, notamment pour répondre aux besoins de formation du Sénégal, dans le cadre des programmes de codéveloppement.

Article 2: Mise en oeuvre

a) Partenariats

Pour sa mise en oeuvre, la politique de codéveloppement s'appuie sur des partenaires privilégiés : les associations de migrants actives au Sénégal; les grandes entreprises et les PME/PMI intervenant au Sénégal; les collectivités territoriales impliquées dans la coopération décentralisée. Ces acteurs sont mobilisés, en France, dans le cadre de comités régionaux de codéveloppement.

b) Moyens

Les Parties cherchent à mobiliser les mécanismes d'aide au développement et de coopération existants.

Cette Convention est mise en oeuvre dans le cadre de Programmes de codéveloppement.

Ces programmes sont élaborés en partenariat entre les deux pays et adoptés par le Comité mixte franco-sénégalais pour le codéveloppement et les migrations. Celui-ci est chargé d'en assurer le suivi et l'évaluation.

Ces programmes sont pluriannuels.

Chaque année, le Comité mixte franco-sénégalais pour le codéveloppement et les migrations examine et adopte, si nécessaire, de nouveaux programmes, conformément aux orientations fixées par la présente Convention.

Article 3: Champ d'application

Sont éligibles à des programmes de codéveloppement des actions dans les domaines suivants, dès lors qu'elles s'appuient sur les migrants :

a) Appui au développement local et régional

Dans les régions de forte émigration, notamment dans la Région du Fleuve Sénégal, l'appui vise à développer un tissu productif, seul capable à terme de générer les richesses et les emplois capables de stabiliser les populations et de pérenniser le développement. Il vise également à renforcer les infrastructures, les capacités des organismes de développement local et la décentralisation.

L'action des migrants pour l'amélioration des équipements dans leurs villages ou communes sera soutenue, en concertation avec les autorités communales.

Des Associations, organisations paysannes et bureaux d'études, appuient la réalisation d'initiatives locales. Des actions de formation, des rencontres consacrées aux échanges d'expériences, la mise en réseau des organismes contribueront à ce renforcement.

b) Aide aux projets individuels des migrants

Les migrants porteurs d'un projet de création au Sénégal, d'une petite activité économique dans le domaine commercial, agricole ou artisanal ou ayant un projet de retour dans un emploi sont aidés par le Programme de développement local migration (PDLM) ou dans le cadre des Contrats de réinsertion dans le pays d'origine (CRPO).

Les instruments d'aide existants seront plus systématiquement mobilisés au profit de ces migrants, en particulier ceux ayant un projet de retour dans un emploi.

L'accès aux micro-crédits sera facilité par le renforcement des caisses de crédit et d'épargne autogérées.

c) Appui au développement du système productif

Les migrants ayant acquis certaines compétences techniques ou un esprit d'entreprise en France seront soutenus dans leurs projets de création d'entreprise par des formations, par l'accompagnement de leur initiative et par l'instauration d'un environnement favorable à leur installation (pépinières d'entreprises, accès à des dispositifs de crédit). Sera également favorisé le recrutement de migrants qui souhaitent rentrer au Sénégal et y trouver une activité.

L'appui à la création de PME/PMI passe également par le compagnonnage avec des entreprises françaises et par l'amélioration des instruments de crédits destinés aux PME/PMI.

d) Formation professionnelle et échange de stagiaires professionnels

Un accord d'échange de stagiaires professionnels sera signé.

L'envoi de diplômés et de travailleurs sénégalais comme stagiaires professionnels en France peut renforcer les compétences et favoriser la modernisation des entreprises sénégalaises, tout comme la création d'entreprises ou le développement de la sous traitance.

Des stages en entreprises au Sénégal seront facilités pour des Français ou des migrants ayant effectué des études ou travaillant en France.

e) Amélioration des instruments financiers mobilisant l'épargne des migrants

La mobilisation de l'épargne des immigrés en France au service du développement de leur région et en faveur de projets productifs sera encouragée et facilitée.

Les autorités sénégalaises veilleront à la sécurisation et à la rapidité de mise à disposition de l'épargne des immigrés sénégalais amenée à transiter par les réseaux publics de collecte.

f) Communication, sensibilisation et développement des échanges

En France, ces actions visent à renforcer les liens des immigrés, notamment des jeunes issus de l'immigration, avec leur pays d'origine. Elles doivent également contribuer à promouvoir un nouveau regard sur l'immigration.

Au Sénégal, il s'agit de donner une vision plus réaliste de ce qu'est l'émigration vers la France.

Article 4 - La maîtrise commune des flux migratoires

La politique de codéveloppement liée aux flux migratoires s'articule, dans le domaine de la concertation entre les deux Parties pour la maîtrise des flux migratoires, sur les axes suivants :

l'implication des Autorités françaises et sénégalaises dans la mise en oeuvre concrète des actions menées dans le cadre de la Convention de codéveloppement : mesures réglementaires ou administratives de nature à faciliter la réinstallation de migrants (mesures douanières, fiscales et autres), suivi des actions, cofinancement des opérations dans le cadre des crédits budgétaires disponibles, mobilisation des capacités de formation;

la possibilité pour les bénéficiaires des programmes de codéveloppement d'obtenir un visa leur permettant la circulation entre leur pays d'origine et la France, dans le cadre des lois et règlements en vigueur sur le territoire de chacune des Parties;

le renforcement de la coopération entre les services concernés dans les deux pays pour la prévention de l'émigration illégale, l'action contre l'immigration irrégulière et l'organisation de la mobilité contrôlée;

la mise en oeuvre conjointe du dispositif des Contrats de réinsertion dans le pays d'origine (CRPO).

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique. Dans

les trois mois qui précèdent la fin de chacune de ses périodes d'application, chaque Partie peut notifier à l'autre Partie qu'elle dénonce la présente Convention. Cette dénonciation prend effet trois mois après réception de sa notification. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties au titre des projets et des programmes déjà engagés, sauf si les Parties en conviennent par accord mutuel.

En foi de quoi, les représentants des deux parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 25 mai 2000, en deux exemplaires en langue française, chacun faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

Monsieur CHARLES JOSSELIN
Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :

Monsieur CHEIKH TIDIANE GADIO
Ministre des Affaires Etrangères
et des Sénégalais de l'Extérieur

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION ON CO-DEVELOPMENT BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RE-
PUBLIC OF SENEGAL

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Senegal, hereinafter referred to as "the Parties",

Recalling their joint declaration of 5 March 1999 on co-development and control of migration flows, in which they stressed the desire of both countries to elaborate a common policy on co-development and announced the establishment of a Joint French-Senegalese Committee on Co-development and Migration and the elaboration of a convention on co-development,

Recalling the cooperation agreements between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Senegal, signed in Paris on 29 March 1974, and desiring within this framework to establish guidelines for partnership in the sphere of co-development and control of migration flows,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose

The Parties agree to strengthen their partnership activities by signing a convention on co-development which jointly defines specific policies of development related to migration flows and is designed to:

Encourage the mobilization of migrants settled in France to contribute to the development of their countries of origin,

Promote the mobility of persons, primarily in response to the training needs of Senegal, within the framework of co-development programmes.

Article 2. Implementation

(a) Partnerships

The policy of co-development relies on preferential partners for its implementation: active migrant associations in Senegal; large businesses and small and medium-sized enterprises/industries operating in Senegal; regional groups involved in decentralized cooperation. These participants shall be mobilized, in France, through regional co-development committees.

(b) Means

The Parties shall endeavour to mobilize existing development aid and cooperation mechanisms.

This Convention shall be implemented through co-development programmes.

These programmes shall be developed in partnership between the two countries and adopted by the Joint French-Senegalese Committee on Co-development and Migration, which shall be responsible for their follow-up and evaluation.

These programmes shall be of several years' duration.

Each year, the Joint French-Senegalese Committee on Co-development and Migration shall study and, where necessary, adopt new programmes in accordance with the guidelines established by the present Convention.

Article 3. Scope of application

Activities in the following spheres shall be eligible for inclusion in co-development programmes, as long as they involve migrants:

(a) Support for local and regional development

In regions of heavy emigration, particularly the Senegal River Region, the support is aimed at developing a productive fabric, which is ultimately the only way of generating income and jobs to provide stability for the inhabitants and ongoing development. It also seeks to strengthen infrastructures, capacities of local development agencies and decentralization.

Efforts by migrants to improve amenities in their villages or communes shall be supported, in cooperation with the communal authorities.

Associations, farmers' organizations and consultancy bureaux shall support the implementation of local initiatives. Training activities, meetings for the purpose of information exchange, and agency networking shall enhance the strengthening of programmes.

(b) Assistance for migrants' individual projects

Migrants who are engaged in creative projects in Senegal or in a small-scale economic activity in the field of commerce, agriculture or handicrafts or who plan to return to a job shall be assisted by the Local Migration Development Programme (Programme de développement local migration - PDLM) or through contracts of reinsertion in the country of origin (Contrats de réinsertion dans le pays d'origine - CRPO).

Existing aid mechanisms shall be more systematically mobilized for the benefit of these migrants, especially those who plan to return to a job.

Access to microcredit shall be facilitated through strengthening of self-managed credit and savings funds.

(c) Support for development of the productive system

Migrants who have acquired certain technical skills or entrepreneurial spirit in France shall be assisted in their start-up projects through training, support for their initiative and creation of a climate conducive to the emergence of new enterprises (business incubators, access to credit facilities). The recruitment of migrants wishing to return to Senegal to find employment will also be encouraged.

Support for the creation of small and medium-sized businesses/industries will also be given through companion associations with French businesses and through the improvement of credit instruments earmarked for small and medium-sized enterprises/industries.

(d) Professional training and exchange of professional trainees

An agreement for the exchange of professional trainees shall be signed.

Sending Senegalese graduates and workers to France as professional trainees could expand their skills and promote modernization of Senegalese enterprises, as well as creation of enterprises or development of subcontracting.

Internships in Senegalese enterprises shall be facilitated for French nationals or migrants who have studied or are working in France.

(e) Improvement of financial instruments mobilizing migrants' savings

Mobilization of savings among immigrants in France in order for them to develop their region, and with a view to the creation of productive projects, shall be encouraged and facilitated.

The Senegalese authorities shall ensure the safety and ready availability of savings of Senegalese immigrants which are channelled through public savings networks.

(f) Communication, consciousness-raising and development of exchanges

In France, these activities are aimed at strengthening the links that immigrants, and especially their children, have with their country of origin. They should also help to promote a new vision of immigration.

In Senegal, this means promotion of a more realistic view of emigration to France.

Article 4. Joint control of migration flows

With respect to coordination between the two Parties for control of migration flows, the policy of co-development in migration flows hinges on the following points:

Involvement of the French and Senegalese authorities in specific implementation of action taken within the framework of the Convention on Co-development: regulatory or administrative measures to facilitate the resettlement of immigrants (customs, fiscal and other measures), follow-up, co-financing of transactions within the framework of available budgetary allocations, mobilization of training capacities ...;

Possibility for beneficiaries of co-development programmes to obtain a visa allowing them to travel between their country of origin and France, subject to the laws and regulations in force in the territory of each of the Parties;

Improvement of cooperation between the services concerned in the two countries for the prevention of illegal emigration, activities to curb illegal immigration and organization of controlled mobility;

Joint implementation of the contracts for reinsertion in the country of origin (CRPO).

This Convention shall enter into force on the date of its signature and shall remain in effect for a duration of three years. It shall thereafter be automatically extended for an identical period. Each of the Parties may notify the other, three months prior to the expiration of each term, that it intends to denounce this Convention. Denunciation shall take effect three months after receipt of notification. Such denunciation shall not affect the rights and obligations of the Parties under projects and programmes already undertaken, unless the Parties mutually agree otherwise.

In witness whereof, the duly authorized representatives of the two Parties have signed this Convention and attached their seal thereto.

Done in Paris on 25 May 2000 in the French language, in two copies, each being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CHARLES JOSSELIN

Minister-Delegate for Cooperation and Francophonie

For the Government of the Republic of Senegal:

CHEIKH TIDIANE GADIO

Minister for Foreign Affairs and Senegalese Abroad

